

Série de publications du SLE - S244 -



**Réduction de la Pauvreté
par la Microfinance?
Analyse Participative des Clubs
d'Épargne et de Crédit au Cameroun**

HUMBOLDT-UNIVERSITÄT ZU BERLIN



Série de publications du SLE – S 244

SLE – Formation Post-Universitaire en Coopération Internationale
Etude commanditée par MISEREOR

Réduction de la Pauvreté par la Microfinance ?

Analyse Participative des Clubs d'Épargne et de Crédit au Cameroun

Hildegard Schürings (chef d'équipe), Nicole Bendsen, Justin Bomda,
Malte Landgraff, Peter Lappe, Eva Range, Catharina Weule

Maroua/Berlin, Decembre 2011



Résumé

Contexte de l'étude

Lors de la clôture du Sommet du Millénaire des Nations Unies en 2000, la communauté internationale s'est engagée à réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015. Cet engagement vaut également pour la coopération au développement allemande dont les recherches sur les effets et leur évaluation représentent une partie majeure du travail depuis la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide de 2005 et les Forums de haut niveau sur l'efficacité de l'aide d'Accra de 2008 et de Busan de 2011. Cela signifie que les projets sont évalués non seulement au niveau des prestations fournies mais aussi au niveau des résultats sur les acteurs et bénéficiaires pour éventuellement modifier les mesures de manière à les rendre plus efficaces pour réduire la pauvreté.

Cette étude « Réduction de la Pauvreté par la Microfinance ? Analyse Participative des Clubs d'Epargne et de Crédit au Cameroun » a été commanditée par l'Œuvre de l'Église catholique en Allemagne chargée du développement, MISEREOR, et par son partenaire de longue date, le Comité Diocésain de Développement (CDD) du diocèse de Maroua-Mokolo de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. L'objectif affiché de ces deux acteurs est de contribuer à la réduction de la pauvreté dans cette région, la plus pauvre du Cameroun. Pour y parvenir, le CDD a créé un programme intégré de développement rural composé de six volets. Le volet du Développement Economique est l'un d'entre eux. Il englobe un projet pour favoriser l'accès aux services financiers des populations rurales tenues à l'écart des banques traditionnelles. L'objectif étant d'aider à améliorer leur niveau de vie en augmentant leurs revenus grâce à des produits de microfinance adaptés aux conditions locales.

Ce volet soutient la création et l'accompagnement des Clubs d'Epargne et de Crédits (CEC), ayant le statut de coopérative, au niveau des villages. Ils permettent à la population de placer leurs économies en sécurité et d'investir dans des projets productifs grâce à l'octroi de microcrédits. Les CEC, au nombre de 25 actuellement dans le diocèse de Maroua-Mokolo, sont caractérisés par le fait qu'ils sont gérés essentiellement par des membres bénévoles de la population rurale. Ils forment un réseau de coopératives sous la tutelle d'une structure faîtière. Le réseau compte 6142 membres (personnes physiques et morales), soit environ 20 000 individus dont 37% de femmes.

L'objectif de la microfinance est d'offrir des produits et services financiers adaptés aux personnes qui n'ont pas accès aux services bancaires traditionnels à cause de leur pauvreté afin qu'ils soient en mesure d'agir économiquement de manière autodéterminée et que leur vulnérabilité économique diminue. À moyen et long

termes, cette offre ne doit pas se limiter aux effets économiques, elle doit aussi aider à l'évolution des marchés, au renforcement du pouvoir d'action de l'individu afin de contribuer à l'éradication de la pauvreté à différents niveaux (Nilges/Ulrich 2011).

La question de l'efficacité de la microfinance et de sa contribution à la réduction de la pauvreté est controversée en ce moment dans la coopération au développement allemande. C'est la raison pour laquelle un des objectifs de cette étude est que MISEREOR puisse se positionner sur le plan stratégique face à la controverse. Il est également question de renforcer la structure et le mode de fonctionnement des CEC ainsi que d'adapter les produits de microfinance aux besoins des membres et de les orienter vers les effets, par des analyses et des recommandations. De cette manière le réseau devrait être renforcé et devenir plus autonome à long terme.

Cette étude a été menée dans le cadre du projet à l'étranger de la Formation Post-Universitaire en Coopération Internationale (SLE) de l'Université Humboldt de Berlin. Après deux mois de préparation à Berlin, une équipe multidisciplinaire composée de cinq jeunes professionnels et d'une chef d'équipe a conduit la recherche dans le diocèse de Maroua-Mokolo au nord du Cameroun de début août à fin octobre 2011. L'équipe a été supervisée par une responsable du SLE depuis Berlin. Sur place, le travail a reçu le soutien d'un expert de la microfinance camerounais. Cette étude a été finalisée au retour à Berlin à partir de novembre 2011, notamment par la présentation publique des résultats à Berlin ainsi qu'auprès du commanditaire MISEREOR à Aix-la-Chapelle.

Concepts de base et méthodologie

Pour les trois acteurs principaux : MISEREOR en tant que bailleur de fonds principal du programme de développement du diocèse et commanditaire de cette étude, le Comité Diocésain de Développement et le réseau des Clubs d'Épargne et de Crédit ainsi que sa structure faîtière, les recommandations représentent le noyau de cette étude. Pour l'élaboration de ces recommandations il a fallu se pencher sur le concept d'effets et préciser la notion de pauvreté. Conformément à la position de la coopération au développement, cette étude s'appuie sur une approche multidimensionnelle de la pauvreté. C'est-à-dire qu'à la compréhension économique classique vient s'ajouter des aspects tels que l'éducation, la santé, les relations sociales et la participation à la vie politique. L'accent a été mis sur les aspects socioéconomiques et sociopolitiques de la pauvreté car ce sont les plus susceptibles d'être influencés par la microfinance. Les effets sont compris comme étant les changements dus à une intervention. Ils peuvent être planifiés ou non, attendus ou non, positifs ou négatifs. Ils ont lieu dans les premiers temps de l'intervention et peuvent se développer dans les domaines les plus divers. Dans le cadre de cette étude, les effets de la microfinance ont été relevés dans les domaines suivants : les

revenus monétaires, l'éducation, la santé et la nutrition, l'habitat, les relations entre les genres et les générations et les relations entre les villageois. Un accent a été mis également sur l'analyse du réseau des CEC en tant qu'organisation. En effet le Comité Diocésain de Développement avait décelé des faiblesses au niveau de la structure, du fonctionnement et des produits de microfinance. Il a fallu couvrir la communication interne et externe, la coopération, la gestion et la direction, les ressources humaines et matérielles, les relations publiques et la notoriété. Le contrôle financier de chaque CEC et du réseau dans sa totalité a été examiné dans le cadre de l'analyse organisationnelle. La gamme de produits, soit l'offre d'épargne et de crédit, ainsi que les formations proposées par le réseau ont été examinées.

En plus du relevé de données qualitatif, l'objectif était d'aider à renforcer la société civile, ce que l'approche participative a permis en initiant un échange et un processus de réflexion commun à l'intérieur et à l'extérieur du réseau des CEC. Des discussions ont également eu lieu avec d'autres acteurs de différents niveaux, ce qui a permis d'intégrer à l'étude l'analyse de l'environnement microfinancier du réseau des CEC. L'utilisation de méthodes participatives, menées surtout en groupe de discussion, ne permettent pas de quantifier les affirmations et les résultats. L'exploitation des données secondaires et de la littérature spécialisée sont venues compléter ces trois analyses. Sur la base de ces observations, les résultats ont été présentés sur place et des pistes de solutions pour les divers défis ont été explorées par tous les acteurs concernés.

Appréciation du projet de microfinance

L'analyse des résultats montre que les Clubs d'Epargne et de Crédit contribuent à réduire la pauvreté. En donnant accès aux services financiers aux régions rurales, le réseau des CEC offre à ses membres non seulement un lieu sûr pour leurs revenus mais aussi un accès à des produits financiers qui leur permettent de décider de manière autonome de leur engagement économique et de diminuer les risques financiers. Du point de vue des effets, une réduction de la vulnérabilité des membres des CEC a pu être remarquée, ainsi qu'un meilleur échange entre les personnes (au niveau des villages et des ménages) et qu'une augmentation des revenus. Le renforcement du pouvoir d'action (empowerment) de la population locale est un effet important constaté lors de l'analyse.

Les produits proposés par le réseau sont évalués positivement. Les membres utilisent et apprécient les possibilités de crédit et, ce qui est particulièrement important dans ce contexte, de pouvoir mettre leurs revenus en sécurité. Toutefois, il a été constaté durant les recherches que les CEC n'atteignent pas tous les groupes cibles, notamment les croyants d'autres confessions religieuses et surtout les jeunes. De plus, l'analyse a montré que le non remboursement des crédits représente un

challenge pour le réseau et met son existence en danger. En plus des produits financiers, les formations proposées aux membres par le CDD ont été analysées. Les résultats montrent qu'elles sont très attendues et appréciées mais que leur qualité et leur fréquence peuvent être améliorées.

L'analyse organisationnelle met en évidence l'engagement des bénévoles même s'ils manquent souvent de compétences nécessaires. De même, la plupart des Clubs d'Epargne et de Crédit ont besoin de ressources matérielles. L'inexistence des coffres-forts, par exemple, empêche de répondre à la demande explicite de la population d'un lieu sûr pour son argent. La consolidation et le développement du réseau est rendue difficile par le manque de clarté quant à la division des responsabilités et à la répartition des tâches. De plus, il a été constaté qu'actuellement la consolidation des CEC est bloquée par un manque de communication et de coopération interne et externe. Il y a peu de contacts en dehors des structures de l'Église et pas d'échange avec d'autres acteurs. Et ce manque de communication ne se limite pas aux acteurs de la microfinance au Cameroun mais se retrouve également, dans la coopération, au sein même de ses propres structures, dans le réseau et aussi dans les autres volets du CDD.

Recommandations pour MISEREOR, le CDD et le réseau des CEC

Les recommandations s'appuient sur les forces du projet de microfinance. Aussi est-il conseillé de consolider la structure et les produits existants. Ensuite l'engagement des bénévoles doit être supporté et encouragé grâce à des formations spécialisées afin de renforcer l'autonomie du réseau. Pour que le développement stratégique indispensable ait lieu dans le futur, il faut établir des plans de développement stratégique et d'affaires pour les CEC à moyen terme. Ces plans sont d'autant plus nécessaires que leur inexistence est l'une des raisons de l'impossibilité pour le réseau CEC d'obtenir l'agrément comme établissement de microfinance au Cameroun. Il faut noter ici qu'il est exigé de définir les responsabilités et le pouvoir décisionnel de tout le personnel pour permettre de mieux travailler dans l'intérêt du réseau. Comme il a été dit, il n'y a jusqu'à maintenant que peu de coopération avec les autres secteurs du CDD. Il est donc conseillé d'établir des synergies entre les structures du CDD pour renforcer le réseau. De plus il convient d'améliorer l'équipement du réseau des CEC. Cela vaut également pour le développement d'une stratégie de communication interne et externe.

D'après les observations actuelles, l'autonomisation visée ne peut être envisagée qu'à long terme. Pour que la microfinance puisse continuer à soutenir la population rurale pauvre, elle doit pouvoir compter sur des subventions à long terme. En particulier pour permettre le renforcement des capacités des responsables du réseau des CEC ainsi que celle des membres pour qu'ils puissent monter un projet

professionnel indépendant (y compris faire les analyses de marché). Cela doit permettre également l'accompagnement des membres dans la réalisation de leurs projets. Le soutien et les subventions de MISEREOR et du CDD sont, d'après les analyses, toujours indispensables au réseau des CEC.